



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sablières de la Meurthe (instal trait)

route de contournement

BP 25

54110 Rosières-Aux-Salines

Références : 2026_099

Code AIOT : 0003012722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement Sablières de la Meurthe (instal trait) implanté route de contournement BP 25 54110 Rosières-aux-Salines. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sablières de la Meurthe (instal trait)
- route de contournement BP 25 54110 Rosières-aux-Salines
- Code AIOT : 0003012722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société "Sablières de la Meurthe" exploite une installation de traitement de matériaux alluvionnaires, entres autres origines, en provenance de la carrière de Rosières-aux-Salines. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2015-917 du 29 décembre 2016 modifié par arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-945 du 06 décembre 2023. Elle relève du régime de l'enregistrement et son fonctionnement est également régi par les dispositions des arrêtés ministériels du 26 novembre 2012 et du 10 décembre 2013.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques technologiques _ Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 7.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Prévention des risques technologiques _ Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 6.4	Demande d'action corrective	3 mois
5	Air _ Poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Demande d'action corrective	3 mois
8	Déchets – Principes de gestion	Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 5.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
11	Prévention des risques technologiques _ généralités	Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 7.1.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'enregistrement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 3	Sans objet
6	Protection des	Arrêté Préfectoral du 29/12/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ressources en eaux et des milieux aquatiques	article 4.1.2	
7	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 4.1.3	Sans objet
9	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 3.1.4	Sans objet
10	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 2.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées mettent en évidence:

- une prise en compte des évolutions du site à prendre en compte systématiquement dans les différents dossiers et procédures relatives au site,
- un suivi documentaire à renforcer, en particulier sur les actions correctives engagées ou à prendre suite aux contrôles réglementaires,
- une signalisation insuffisante du point d'eau dédié aux pompiers,
- une persistance du défaut de clôture du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Documentaire
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : L'agrandissement du bassin de décantation figure sur le plan présenté. Le dossier ICPE est à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques technologiques _ Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les installations sont dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l' intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 du présent arrêté ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve au moins à 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m3/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les moyens de lutte contre l' incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Les moyens d'alerte (téléphoniques et radios) permettant de contacter les services de secours sont en place. L'exploitant déclare avoir formé 80% du personnel en SST (sauveteur secouriste du travail),- Les plans des locaux, de circulation sur le site, des dangers présents et d'organisation générale ont été présentés mais le SDIS ne dispose pas des éléments. L'exploitant précise qu'un personnel du site sera systématiquement présent pour accueillir le SDIS,- La dernière visite de vérification des extincteurs, en date du 18/06/2025, comporte des observations (à remplacer, pas vérifié, vérification annuelle, remplacement 10 ans etc...). Les mesures prises par l'exploitant aux regard de ses observations sont indéterminées. Par ailleurs, le plan de localisation des extincteurs et autres moyens de lutte contre l'incendie n'a pu être présenté. L'exploitant l'a transmis par mail le 30/01/2026.- Certains extincteurs situés dans l'atelier ne sont pas accessibles du fait de la présence d'encombrants et certaines signalisations murales indiquant la présence d'un extincteur ne sont pas correctement positionnées. L'exploitant a communiqué par mail le 30/01/2026 des photographies démontrant l'accessibilité des extincteurs et la mise en place de la signalisation.- Le bassin d'eau claire n°2 fournit la ressource en eau d'extinction d'incendie au SDIS. L'approvisionnement est effectué par pompage. Un poteau est également disponible au niveau de l'installation de traitement mais l'exploitant n'est pas en mesure de garantir un débit minimal de 60m3/h pendant une durée d'au moins 2 heures,- La prise d'eau située au niveau de l'installation de traitement est mal signalée.- L'affichage des numéros d'urgence est en place au sein de l'atelier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant sous un délai de 3 mois de: <ul style="list-style-type: none">- tester le poteau incendie au niveau de l'installation de traitement et transmettre le justificatif à l'inspection qui doit délivrer 60m3/h pendant 2 heures,

- mettre en place une signalétique adaptée au niveau de la prise d'eau SDIS de l'installation de traitement et transmettre le justificatif à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention des risques technologiques _ Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. - La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. - Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. - Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. - Une vérification de l'ensemble des installations électriques de l'établissement est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : <p>Le dernier rapport de contrôle des installations électriques en date du 02/05/2025 a été présenté. Il fait état de 3 non-conformités.</p> <p>L'exploitant n'a indiqué aucune des mesures prises concernant 2 non-conformités.</p> <p>Une non-conformité concernant le dépoussiérage apparaît de façon récurrente.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé sous 3 mois à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - remédier à la mise en conformité des deux points soulignés dans le rapport du 02/05/2025, - fournir l'attestation électrique Q18, - mettre en place un outil de suivi de levée des non conformités et des actions préventives/correctives adaptées, entre autre pour le problème d'empoussiérage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 6.4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence engendrés par le fonctionnement des installations est effectuée dans le délai maximal de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, puis tous les quatre ans, afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission fixées aux articles 6.2.1 et 6.2.2 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du .livre V . titre I du code de l'environnement, par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>
Constats : <p>Le rapport représentant les mesures bruit du 17/10/2025 a été présenté. Les résultats sont conformes,</p> <p>Par contre, au niveau documentaire, le point 1.3.2 de ce dernier n'indique pas la bonne référence d'arrêté préfectoral (AP n° 2008-644 du 11/05/2010 au lieu de l'AP n°2015-917 du 29/12/2016) et le rapport ne prend pas en compte le nouveau périmètre du site (absence du bassin de décantation).</p> <p>L'exploitant doit veiller à l'indication des références réglementaires en vigueur dans les rapports réceptionnés et plus généralement à la cohérence des rapports avec la réalité du site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois de fournir un rapport mis à jour sur les références réglementaires applicables, tenant compte du nouveau périmètre du site et transmettre une copie du document à l'inspection,</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Air _ Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Prescription contrôlée : <p>« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. « Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. « Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. « Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des</p>

essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. « Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. « La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. « Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets. « Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations : « - fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; « - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière. »

Constats :

Le rapport des mesures de surveillance de la qualité de l'air concernant la période du 26/08 au 22/09/2025 a été présenté. Les résultats sont conformes. Par contre, la mention de l'arrêté préfectoral est erronée (AP n° 2008-644 du 11/05/2010 au lieu de l'AP n°2015-917 du 29/12/2016). L'exploitant doit veiller à l'indication des références réglementaires en vigueur dans les rapports réceptionnés et plus généralement à la cohérence des rapports avec la réalité du site.

Le bilan de l'année 2024 ou le dernier effectué avant la période du 26/08/25 n'ont pu être présentés. L'exploitant a communiqué par mail le 30/01/2026 le bilan de l'année 2025 et la conclusion indique que "les émissions de poussières du site ne sont pas de nature à engendrer des nuisances sur le voisinage, le site se trouvant à l'écart des zones habitées et ces dernières n'étant pas sous les vents dominants".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois :

- la fourniture d'un rapport mis à jour sur les références réglementaires

- fournir le bilan de l'année 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 4.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Recyclage des eaux de procédé

Prescription contrôlée :

Les rejets d'eaux de procédé de l'installation de traitement des matériaux sont interdits.

Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel

de ces eaux, est prévu.
Constats : <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant ne rejette pas d'eaux de procédé de l'installation de traitement des matériaux dans le milieu naturel. Les eaux sont intégralement recyclées. - L'arrêt de l'alimentation en eau de procédé de l'installation s'effectue via un bouton d'arrêt d'urgence présent au niveau du pilote de l'installation ou via une tablette. Un arrêt manuel est également possible au niveau des pompes situées à proximité du premier bassin (le plus ancien) d'eau claire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : <p>Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement normalisé.</p> <p>Ces dispositifs de rejet sont aménagés de manière à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ; • permettre l'accès aux points de mesure et de prélèvement sur l'ouvrage de rejet, notamment pour faciliter l'amenée des matériels ; • permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu
Constats : <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant effectue un relevé mensuel des eaux de pompage employées dans le procédé de traitement. Le volume présenté, tenant compte des volumes des eaux recyclées, paraît cohérent avec la production. - L'exploitant s'emploie à développer un dispositif pour comptabiliser le volume des eaux rejetées dans le bassin de décantation. - Le site est pourvu de bassins positionnés en cascade pour réduire la perturbation du milieu récepteur et permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu. - L'analyse annuelle présentée, effectuée à l'entrée du bassin de décantation, en date du 06/02/2025, est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déchets – Principes de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
Prescription contrôlée : <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un</p>

<p>lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La majorité des produits polluants est placée sur aires ou bacs de rétention. Cependant, il a été constaté que certains bidons contenant des produits polluants sont posés à même le sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé, sous 1 mois, à l'exploitant de placer sur aire ou bac de rétention l'intégralité des produits polluants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Conception des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 3.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Voies de circulation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> ° les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ; • les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue. sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ; <p>/.../</p>
<p>Constats :</p> <p>- Un système d'aspersion est situé au niveau du pont à bascule pour nettoyer des trains roulants et bas de caisse des véhicules sortants du site.</p> <p>L'exploitant déclare également qu'un moyen de type brumisateurs est en place en période estivale pour limiter les envols de poussières et qu'une balayeuse intervient sur demande sous un délai d'une heure pour nettoyer la voie de sortie du site et la voirie publique.</p> <p>- La visite étant survenue en période humide, il est considéré que l'état de propreté des voiries est acceptable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves de produits
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...
Constats : Le site dispose de produit absorbants et de kits anti pollution dans les véhicules dédiés au site (contrôle par sondage d'un chargeur à roues) pour assurer la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des risques technologiques _ généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2016, article 7.1.4
Thème(s) : Autre, Accès à l'établissement
Prescription contrôlée : .../... 'L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, sur une hauteur minimale de 2 mètres. Cette clôture (ou dispositif équivalent) est maintenue en bon état. .../... Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention. .../...
Constats : La totalité du site n'est pas clôturée, notamment la partie se trouvant tout autour du bassin d'eau claire n°1 qui a fait l'objet du contrôle par sondage. Cette zone est ceinturée par un fil de fer barbelé d'environ 60 cm de haut. L'exploitant précise que cette zone fait l'objet d'un aménagement récent car l'ancien chemin communal qui traversait auparavant le site est désormais reporté autour du bassin afin d'assurer la sécurité des promeneurs. De plus, cette zone est considérée comme inondable et nécessite d'adapter la future clôture à cette contrainte. Il est à noter que, lors de la dernière visite réalisée le 16 novembre 2018, cette remarque a déjà été formulée. Le site bénéficie bien de trois accès de secours mais ces derniers ne sont pas formalisés sur le plan du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois : - de mettre en œuvre des correctives envisagées pour la clôture du site et fournir, sous un mois, un échéancier des travaux à réaliser,

- de mettre à jour le plan au regard des trois accès de secours du site.

En l'absence de mise en œuvre de mesures adaptées concernant la clôture du site, l'inspection se verra dans l'obligation de proposer des suites administratives et pénales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois